

ARRÊTÉ

BRE / Section procédures environnementales

Prescriptions de surveillance dans le cadre de la période post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux

N° DCL-BRENV-2025- 15-4

SUEZ RV CENTRE EST
SIREN : 343 488 508
Route du bois Morey
71210 TORCY

LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, notamment l'article R181-45 ;
Vu l'arrêté préfectoral du 3 avril 1978 modifié, autorisant l'exploitation d'une décharge de résidus industriels sur la commune de Torcy ;
Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 1980 modifié autorisant le dépôt d'ordures ménagères sur la décharge de Torcy ;
Vu l'arrêté préfectoral du 13 avril 1984 modifié autorisant la poursuite de l'exploitation de la décharge mixte de résidus industriels ;
Vu l'arrêté préfectoral du 12 mars 1991 modifié autorisant l'exploitation d'un centre de tri dans l'établissement situé sur la commune de Torcy, Route du Bois Marcy ;
Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°11-04421 du 29 septembre 2011 ;
Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014191-0021 du 10 juillet 2014 ;
Vu l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires DCL/BRENV/2019-2871 du 14 octobre 2019 ;
Vu le mémoire de réhabilitation dossier n°19VAL004 V3 du 26 novembre 2019 ;
Vu la notification de mise à l'arrêt de l'ISDND de Torcy du 27 juin 2019 ;
Vu le dossier de demande de servitudes d'utilité publique du 27 juin 2019 ;
Vu l'étude hydrogéologique affaire CLY02236 version du 4 juin 2019 ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 5 septembre 2019 proposant des prescriptions complémentaires ;
Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 26 janvier 2021 suite à la visite d'inspection du 11 décembre 2020 ;
Vu le courrier SUEZ du 17 octobre 2022 de demande de modifications d'exploiter – article 4 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 ;
Vu le mémoire de production de SUEZ RV Centre Est du 17 novembre 2022 n°2102723
Vu la décision du 13 décembre 2023 n°21LY02723 de la cour administrative d'appel de Lyon

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 16 juillet 2024 suite à la visite d'inspection du 27 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 23 octobre 2024 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur le 20 décembre 2024 en application de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Vu les observations présentées par l'exploitant sur ce projet par courriel en date du 23 décembre 2024;

Considérant la proposition de l'exploitant formulée dans l'étude hydrogéologique affaire CLY02236 version du 4/06/2019, de renforcer les modalités de contrôle des eaux souterraines et des eaux de surface ;

Considérant le démarrage du suivi long terme le 03 juin 2021 ;

Considérant l'annulation des articles 4 et 5 de l'arrêté préfectoral du 14 octobre 2019 par la cour administrative d'appel de Lyon dans sa décision du 13 décembre 2023 susvisée, notamment pour des raisons de coût disproportionné du traitement des lixiviats permettant d'atteindre la concentration de 0,2 mg/L en nickel ;

Considérant la proposition de l'exploitant, dans son courrier du 17 octobre 2022 susvisé, d'abaisser les flux d'émissions en nickel des lixiviats afin de préserver la rivière la Bourbince ;

Considérant que les valeurs limites en concentrations et en flux des rejets de lixiviats doivent être respectées indépendamment l'une de l'autre car n'ayant pas le même objectif ;

Considérant que le flux journalier moyenné sur un mois est le plus représentatif du fonctionnement de l'installation ;

Considérant la nécessité d'établir une fréquence de transmission à l'inspection des résultats commentés de la surveillance du site ;

Considérant que ces modifications ne sont pas substantielles au sens de l'article R181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les modifications de l'installation envisagées ne relèvent pas des rubriques du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

Considérant que ces précisions et dispositions sont nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement ;

Considérant dès lors qu'il convient de faire usage des dispositions de l'article R181-45 du code de l'environnement ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire ;

ARRÊTE

Article 1 – Valeurs limites d'émission des lixiviats avant rejet

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°09-05758 du 14 décembre 2009 relatif au suivi des substances dangereuses mesurées dans les rejets aqueux de l'établissement et de l'arrêté n° 2013318-0015 du 14 novembre 2013 relatif à la surveillance pérenne des rejets aqueux de l'établissement dans le cadre de l'action RSDE (Recherche des Substances Dangereuses dans l'Eau) sont abrogées.

L'article 4.4.7 de l'arrêté préfectoral n°11-04421 du 29 septembre 2011 est modifié comme suit :

« L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires à la station d'épuration urbaine de Torcy, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 : LIXIVIATS

Les caractéristiques des rejets de lixiviats sont fixées en accord avec le gestionnaire du réseau d'assainissement et doivent respecter en toutes circonstances les valeurs suivantes :

Débit journalier	200 m ³
Débit horaire	47 m ³
pH	5,5 < pH < 8,5

	Code Sandre	Concentration journalière maximale en mg/l	et flux journalier moyenné sur un mois en kg/j
Paramètres globaux			
Matières en suspension totale (MES)	1305	1000	200
Carbone organique total (COT)	1841	600	120
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	2250	450
Demande biologique en oxygène (DBO ₅)	1313	900	180
Azote global	1551	1000	200
Phosphore total	1350	50	10
Phénols	1440	0,1	0,06
Substances spécifiques au secteur d'activité			
Métaux totaux (Pb, Cr, Cu, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al)		15	
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	0,05	0,1
Chrome et ses composés (en Cr)	1389	0,5	0,1
Chrome hexavalent et ses composés (en Cr6+)	1371	0,1	0,02
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	0,1	0,1
Nickel et ses composés (en Ni) pour l'année 2024	1386	0,5	0,05
Nickel et ses composés (en Ni) pour l'année 2025	1386	0,5	0,04
Nickel et ses composés (en Ni) pour l'année 2026	1386	0,5	0,035
Nickel et ses composés (en Ni) à partir de l'année 2027	1386	0,5	0,03
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,5	0,4
Manganèse et ses composés (en Mn)	1394	2	0,4
Fer, aluminium et leurs composés (en Fe+Al)	7714	5	1
Ion fluorure (en F ⁻)	7073	15	3
Cyanures libres	1084	0,1	0,02
Hydrocarbures totaux	7009	10	2
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	1	0,2
Autres substances dangereuses susceptibles d'être rejetées par l'installation			
Arsenic et ses composés (en As)	1369	0,1	0,01
Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS)	6561	0,025	0,01

Le raccordement à la station d'épuration collective urbaine n'est possible que dans le cas où celle-ci est apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues d'épuration. Le rapport d'activité prévu à l'article 9.5.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 doit comporter un chapitre précisant les conditions dans lesquelles cette prescription a été respectée.

La dilution des lixiviats dans le but de satisfaire aux valeurs limites énoncées ci-dessus est interdite, ainsi que leur épandage. »

Article 2 – Surveillance des eaux souterraines

Le premier tableau de l'article 9.3.4.1 de l'arrêté du 29 septembre 2011 susvisé modifié par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2014 susvisé relatif aux eaux souterraines est modifié comme suit :

Point de prélèvement	Fréquence	Paramètres
Piézomètres PzB, SC2, C14, Pz6 et Pz9	2 fois par an dont : - 1 fois en période de basses eaux - 1 fois en période de hautes eaux	Conductivité ; NO_2^- ; NO_3^- . NH_4^+ , NTK ; Cl^- ; SO_4^{2-} ; PO_4^{3-} ; K^+ ; Na^+ ; Ca^{2+} ; Mg^{2+} ; Mn^{2+} ; Pb ; Fe ; Al ; Cu ; Cr ; Ni ; Zn ; Mn ; Sn ; Cd ; Hg ; As ; DCO ; AOX ; MES ; PCB ; HAP ; BTEX, DBO_5 Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles
Piézomètres PzD, PzE et Pz10	2 fois par an dont : - 1 fois en période de basses eaux - 1 fois en période de hautes eaux	pH ; potentiel rédox ; résistivité ; conductivité ; NO_2^- ; NO_3^- . NH_4^+ , NTK ; Cl^- ; SO_4^{2-} ; PO_4^{3-} ; K^+ ; Na^+ ; Ca^{2+} ; Mg^{2+} ; Mn^{2+} ; Pb ; Fe ; Al ; Cu ; Cr ; Ni ; Zn ; Mn ; Sn ; Cd ; Hg ; As ; DCO ; COT ; AOX ; MES ; DBO_5 Niveaux piézométriques
Piézomètres PzB, SC2, C14, PZ6 et PZ9.	4 fois par an dont : - 1 fois en période de basses eaux - 1 fois en période de hautes eaux	Relevé des niveaux piézométriques, pH, potentiel rédox, résistivité, COT

La localisation des piézomètres est représentée en annexe 1 du présent arrêté.

Article 3 – Surveillance des eaux de surface

Le deuxième tableau de l'article 9.3.4.1 de l'arrêté du 29 septembre 2011 susvisé modifié par l'arrêté préfectoral du 10 juillet 2014 susvisé relatif aux eaux de surface est modifié comme suit :

Point de prélèvement	Fréquence	Paramètres
Étang Barra Ruisseau en pied du site de décharge	2 fois par an	pH ; potentiel rédox ; résistivité ; NO_2^- ; NO_3^- . NTK ; Cl^- ; SO_4^{2-} ; PO_4^{3-} ; K^+ ; Na^+ ; Ca^{2+} ; Mg^{2+} ; Mn^{2+} ; Pb ; Cu ; Cr ; Ni ; Zn ; Mn ; Sn ; Cd ; Hg ; DCO ; COT ; AOX ; PCB ; HAP ; BTEX DBO_5

Article 4 – Transmission des résultats de la surveillance

L'article suivant est ajouté à l'arrêté préfectoral du 29 septembre 2011 susvisé :

« Article 9.4.5. Transmission des résultats de la surveillance

Les résultats des mesures de la surveillance du site sont transmis via l'outil informatisé dédié dit « GIDAF » (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) à l'inspection des installations classées en y précisant, comme prévu dans l'outil, les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, un mois après la réception des résultats des mesures par l'exploitant. »

Article 5. - Publicité - notification

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré pendant une durée minimale de quatre mois.

Cet arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44.

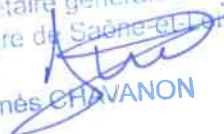
Le présent arrêté est notifié à la société SUEZ Rv Centre Est.

Article 6. - Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le sous-préfet d'Autun, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Torcy sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur est adressée ainsi qu'au chef du service de l'UiD-DREAL 39/71, au directeur départemental des territoires et au délégué territorial de l'agence régionale de la santé.

Mâcon, le **15 JAN. 2025**

Le préfet

Pour le préfet,
la secrétaire générale de la
préfecture de Saône-et-Loire

Agnès CHAVANON

Délais et voies de recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Dijon :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

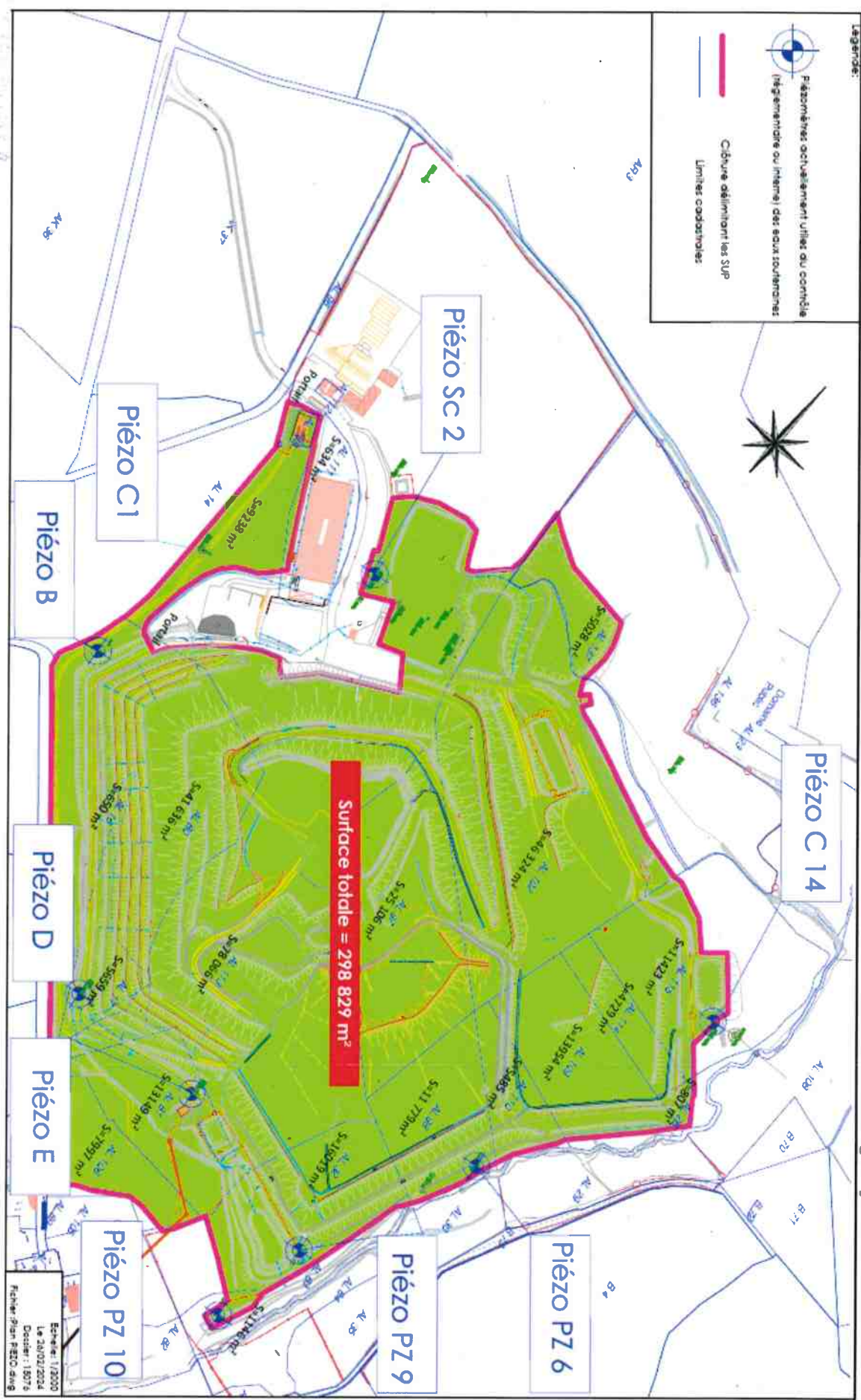
- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.

ANNEXE 1 - LOCALISATION DES PIÉZOMÈTRES



notre arrêté en date du 15 JAN. 2025

Pour le préfet,
la secrétaire générale
préfecture de Saône-et-Loire
Agnès CHAMBERLIN